



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/06/2025

Reçu en préfecture le 17/06/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250612-2025_38-DE



DÉLIBÉRATION

2025/38

RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 12 Juin 2025 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisme à BEUVRY, sous la présidence de Monsieur René HOCQ, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES (*a donné pouvoir à M. Jean-Pierre SANSEN*) – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER (*a donné pouvoir à M. Dominique DELATTRE*) – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES (*a donné pouvoir à Mme Nadine LEFEBVRE*) – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES (*a donné pouvoir à M. Marc BOUTROY*) – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ (*a donné pouvoir à Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE*) – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA (*a donné pouvoir à M. Jean-Luc FAY*) – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART (*a donné pouvoir à M. René HOCQ*) – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE (*a donné pouvoir à M. Nicolas PICHONNIER*) – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L 714-4 à L 714-13 ;

Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 2022 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des **ingénieurs des travaux publics** de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe et du 2^{ème} groupe des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 modifié, pris pour l'application au corps des **des assistants de service social** des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 modifié, pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 aux corps **des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques** ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps **des techniciens supérieurs du développement durable** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps d'**adjoints techniques des administrations de l'Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs des administrations** de l'Etat du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2022 pris pour l'application au corps des psychologues du ministère de la justice du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la délibération n°2025/17, en date du 3 avril 2025, d'actualisation du RIFSEEP (IFSE et CIA) ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion en date du 06 mai 2025 ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'**Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)** qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.
- Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :
 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.
- le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** est une prime facultative intégrée au RIFSEEP qui permettra de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et à la manière de servir des agents.

Considérant qu'il convient de prendre en compte, pour l'application du RIFSEEP, des précisions apportées par le Préfet du Pas-de-Calais sur les avantages collectivement acquis ;

Suite à la tenue des entretiens professionnels, Monsieur le Président (*Madame la Présidente*) invite le Conseil d'Administration à actualiser les tableaux de groupe de fonction et propose de :

- × **METTRE EN PLACE** l'IFSE selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux :
 - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ;
 Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général (DG)	63 000,00€
Groupe 2		57 200,00€
Groupe 3		51 200,00€
Groupe 4		45 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	36 210,00€
Groupe 2	- Responsable du pôle juridique et statutaire	32 130,00€

	- Responsable du service ressources humaines - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller en évolution professionnelle	25 500,00€
Groupe 4		20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		46 920,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	40 290,00€
Groupe 3	- Délégué à la protection des données	36 000,00€
Groupe 4		31 450,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Médecin du travail	43 180,00€
Groupe 2		38 250,00€
Groupe 3		29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		19 480,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	15 300,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des psychologues territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		25 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	20 400,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		29 750,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérant et numérique	27 200,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des techniciens territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	19 660,00€
Groupe 2	- Responsable du service reprographie	18 580,00€
Groupe 3	- Technicien numérique - Chargé de missions numériques - Technicien informatique	17 500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **rédacteurs territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration - Responsable du service paie à façon 	17 480,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Chargé de communication - Responsable d'arrondissements - Référente RSU et statistiques - Responsable adjointe du service ressources humaines internes - Responsable adjointe du service gestion des carrières - Responsable de la paie - Préventeur - Technicien concours 	16 015,00€
Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable des recettes - Gestionnaire du service de remplacement - Chargé des procédures concours - Gestionnaire retraites et référente MPO - Gestionnaire des instances paritaires et droits syndicaux - Secrétaire de direction et du conseil de discipline 	14 650,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Archiviste itinérant et numérique	16 720,00€
Groupe 2		14 960,00€

➤ **Catégorie C :**Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **agents de maîtrise territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Webmaster	11 340,00€
Groupe 2	- Responsable de l'entretien des locaux	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **adjoints techniques territoriaux**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Préventeur /ACFI	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent technique polyvalent - Agent d'entretien des locaux 	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des **adjoints territoriaux du patrimoine**

Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		11 340,00€
Groupe 2	- Gestionnaire archives	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> - Gestionnaire paie - Gestionnaire bourse de l'emploi (collectivités) - Préventeur/référent handicap - Gestionnaire retraites - Gestionnaire paie à façon - Gestionnaire des assurances statutaires et PSC - Référente concours - Secrétaire de direction 	11 340,00€
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> - Agent du service de remplacement - Secrétaire UNI et chargée d'accueil - Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats) - Gestionnaire du développement de l'emploi - Gestionnaire concours - Chargée des cotisations - Chargée d'accueil - Gestionnaire des instances médicales - Gestionnaire carrières - Gestionnaire comptabilité - Gestionnaire UNI - Secrétaire médicale - Gestionnaire mobilité/reclassement - Assistante Ressources Humaines internes - Agent de gestion administrative - Factotum - Gestionnaire archives 	10 800,00€

✕ **PRECISER** que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :

Le montant annuel attribué à l'agent pourra faire l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...)
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

✕ **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivants :

Hors dispositions portant sur l'application de la journée de carence, en cas de congé de maladie ordinaire, les agents bénéficient du maintien de l'IFSE pendant une durée de 3 jours sur toute l'année civile.

Au-delà, un abattement de 1/30^{ème} de l'IFSE par journée d'absence sera effectué.

Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) n'a pu être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP.

*L'ancienne prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 110€ par mois sera donc garantie aux agents (**330€ au mois de mai**).*

*Afin de garantir une égalité entre les fonctionnaires et les contractuels, notamment en raison de la différence de charges prélevées, la prime « plancher » garantie aux agents contractuels sera de 115,83 € brut par mois (**335,83€ au mois de mai**).*

L'abattement de 1/30^{ème} ne s'appliquera pas à la prime « plancher ».

En cas de maladie ordinaire, cette prime « plancher » suivra tout de même le sort du traitement conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010.

Pendant les congés annuels, congés pour maternité, congés pour paternité, congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent, congés pour invalidité temporaire imputable au service - CITIS (accident de service et maladie professionnelle) ou congés pour

invalidité temporaire imputable au service à titre provisoire ; cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie ou grave maladie, le versement de l'IFSE est maintenu à hauteur de 33% la première année et de 60% les deuxième et troisième années. En cas de congé longue durée, le versement de l'IFSE est suspendu.

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, grave maladie ou longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

Lors de la requalification d'un congé de longue maladie en congé de longue durée, l'agent conserve le bénéfice des primes et indemnités versées durant le congé de longue maladie.

Il n'est pas possible de cumuler les primes et indemnités maintenues au titre d'un congé de maladie ordinaire et du congé de longue maladie ou de grave maladie.

En cas de service à temps partiel thérapeutique (TPT), le montant de l'IFSE sera intégralement maintenu à la suite d'un congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, d'un CITIS. Dans les autres situations de service à TPT, le montant de l'IFSE sera maintenu proportionnellement à la quotité de travail effectuée.

- × **MENSUALISER** le versement de l'IFSE avec un supplément de 220 € au mois de mai ;
- × **PRORATISER** le montant de l'IFSE en fonction du temps de travail ;
- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;
- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 1^{er} juillet 2025 ;
- × **PRECISER** que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :
 - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement) ;
 - Les dispositifs d'intéressement collectif ;
 - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...) ;
 - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...) ;
 - La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PRD) ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012 ;

Monsieur le Président (*Madame la Présidente*) invite le Conseil d'Administration à :

- × **METTRE EN PLACE** le Complément Indemnitaire Annuel (**CIA**) aux :
 - Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.
- × **PRECISER** que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

➤ **Catégorie A :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général (DG)	15 750,00€
Groupe 2		14 300,00€
Groupe 3		12 800,00€
Groupe 4		11 350,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Directeur Général Adjoint (DGA)	6 390,00€
Groupe 2	- Responsable du pôle juridique et statutaire - Responsable du service ressources humaines - Responsable du pôle santé - Responsable des carrières et instances paritaires - Responsable des finances	5 670,00€
Groupe 3	- Responsable des marchés publics - Conseiller statutaire - Conseiller en évolution professionnelle	4 500,00€
Groupe 4		3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		8 280,00€
Groupe 2	- Responsable du service UNI	7 110,00€
Groupe 3	- Délégué à la protection des données	6 350,00€
Groupe 4		5 550,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Médecin du travail	7 620,00€
Groupe 2		6 750,00€
Groupe 3		5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		3 440,00€
Groupe 2	- Infirmier en santé au travail	2 700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des psychologues territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		4 500,00€
Groupe 2	- Psychologue du travail	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Attachés territoriaux de conservation du patrimoine		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1		5 250,00€
Groupe 2	- Archiviste itinérant et numérique	4 800,00€

➤ **Catégorie B :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des techniciens territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du système d'information - Responsable du service technique	2 680,00€
Groupe 2	- Responsable de la reprographie	2 535,00€
Groupe 3	- Technicien numérique - Chargé de missions numériques - Technicien informatique	2 385,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Responsable du service accueil et communication - Responsable de la promotion de l'emploi public - Responsable du service concours - Responsable du service retraites - Responsable du service archives - Responsable du service de remplacement - Cheffe du projet et pilotage du Projet d'Administration - Responsable du service paie à façon	2 380,00€
Groupe 2	- Chargé de communication - Responsable de la paie - Responsable d'arrondissements - Référente RSU et statistiques - Responsable adjointe du service ressources humaines internes - Responsable adjointe du service gestion des carrières - Préventeur - Technicien concours	2 185,00€
Groupe 3	- Responsable des recettes - Gestionnaire du service de remplacement - Chargé des procédures concours - Gestionnaire retraites et référente MPO - Gestionnaire des instances paritaires et droits syndicaux - Secrétaire de direction et du conseil de discipline	1 995,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	- Archiviste itinérant et numérique	2 280,00€
Groupe 2		2 040,00€

➤ **Catégorie C :**

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Webmaster	1 260,00€
Groupe 2	- Responsable de l'entretien des locaux	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Préventeur/ACFI	1 260,00€
Groupe 2	- Agent technique polyvalent - Agent d'entretien des locaux	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1		1 260,00€
Groupe 2	- Gestionnaire archives	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	- Gestionnaire paie - Gestionnaire bourse de l'emploi collectivités - Gestionnaire retraites - Préventeur/référent handicap - Gestionnaire paie à façon - Secrétaire de direction - Référente concours - Gestionnaires des assurances statutaires et PSC-	1 260,00€
Groupe 2	- Agent du service de remplacement - Secrétaire UNI et chargée d'accueil - Gestionnaire bourse de l'emploi (candidats) - Gestionnaire du développement de l'emploi - Gestionnaire concours - Chargée des cotisations - Chargé d'accueil - Gestionnaire des instances médicales - Gestionnaire carrières - Gestionnaire comptabilité - Gestionnaire UNI - Secrétaire médicale - Gestionnaire mobilité/reclassement - Assistant Ressources Humaines internes - Agent de gestion administrative - Factotum - Gestionnaire des archives	1 200,00€

- × **PRECISER** que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront appliquées conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 ;
- × **AUTORISER** l'annualisation du CIA ;
- × **PRECISER** que le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre ;

- × **PRECISER** que le montant du CIA sera proratisé en fonction du temps de travail ;
- × **PRECISER** que les montants maxima évolueront selon les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat ;
- × **PRECISER** que les dispositions relatives à la mise en œuvre du CIA prendront effet au 1^{er} juillet 2025 ;
- × **PRECISER** que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels ;
- × **PRECISER** que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature ;
- × **PRECISER** que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ **Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BEUVRY, le 12 juin 2025

Le Président,

René HOCQ